

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**INDREXT**

RD 115J  
21700 Villers-La-Faye

Références : 2026-076  
Code AIOT : 0005402152

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement INDREXT implanté Les Egouteaux 21700 Chaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INDREXT
- Les Egouteaux 21700 Chaux
- Code AIOT : 0005402152
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INDREXT a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes par arrêté préfectoral du 17 mars 2004. L'exploitation est autorisée pour une durée de 30 ans.

Sa surface totale est de 16 ha 90 a 12 ca, pour une production annuelle moyenne brut autorisée de 250 000 tonnes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 25.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Fronts	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Phasage et garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 8.1 et 22.3	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Susceptible de suites	Sans objet
4	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Susceptible de suites	Sans objet
5	Émissions canalisées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Susceptible de suites	Sans objet
6	Périmètres d'autorisation et d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2 et 19	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas végétalisé le double merlon. Des blocs instables et en surplombs ont également été constatés. Par ailleurs, l'exploitation de la carrière est en retard de 2 phases.

Seule une non-conformité issue de la précédente visite n'a pas pu être levée (végétalisation du merlon). Les autres non-conformités issues de la précédente visite ont pu être levées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 25.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un merlon sera réalisé en périphérie de la zone exploitée. Il sera constitué notamment des matériaux issus des bancs de découverte, des terreux issus du décapage. La construction du double merlon se fera au fur et à mesure de l'état d'avancement. Une végétalisation artificielle d'espèces locales se fera sur ces merlons,</li><li>- les fronts de taille seront talutés à 45° sur toute leur hauteur. Le remblaiement se fera avec des matériaux stériles et par apport de terre végétale. Une végétalisation sera mise en place. Un petit merlon sera constitué aux pieds des modelés. Un schéma illustrant ceci se trouve en annexe 4,</li><li>- d'autres fronts de taille seront conservés sous forme de pans rocheux abrupts. Des zones d'éboulis de blocs rocheux seront mises en place à la base des pans rocheux (voir annexe 5),</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Il avait été constaté lors de la précédente visite, en 2023, que :</p> <p>« Le double merlon périphérique n'est pas végétalisé, alors qu'il devrait être artificiellement végétalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le front sur les parcelles 972 et 973, prévu en phase 3, n'a pas encore été créé. Le front supérieur Ouest, qui devra être taluté et végétalisé en phase 6, est partiellement taluté mais n'est végétalisé qu'à l'entrée de la carrière. Les autres fronts sont abrupts. La piste qui longe le front de taille Est est talutée. »</p> <p>La visite d'inspection de 2026 a permis de constater que le site se situe actuellement en phase 3 (2015-2019), alors qu'il devrait se situer en phase 5 (voir point n° 7 sur le phasage).</p>

<p>Les fronts devant être créés en limite est et limite nord des parcelles 972 et 973 ne sont pas encore créés.</p> <p>Selon l'exploitant, l'aménagement du merlon a progressé depuis la dernière visite. Lors de la présente visite, il est constaté que le double merlon, à l'entrée de la carrière, s'est naturellement végétalisé sur environ 50 m. Les parties du merlon plus récentes ne sont pas végétalisées (voir photo en annexe).</p> <p><b>Non-conformité : le double merlon périphérique n'est pas végétalisé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant végétalisera le double merlon périphérique avec des espèces locales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Fronts

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fronts</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>22.2 - Après réalisation de la découverte, les matériaux sont extraits par tirs de mines en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m en cours d'exploitation.</p> <p><u>L'article 11-6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 indique également :</u>          "Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il avait été constaté lors de la précédente visite, en 2023, que :          « La banquette située à la cote 310 m NGF présente une largeur d'environ 7 mètres sur environ 15 mètres de long (sachant que la longueur du front est d'un peu moins de 200 mètres) ». Cette non-conformité avait déjà été constatée en 2020.          L'exploitant indique dans sa réponse du 18/08/2023 : « L'élargissement de la banquette est prévue avant fin août. Les photos seront transmises à l'inspection des installations classées dès la réalisation des travaux. »          L'exploitant transmet en amont de la présente visite, un plan topographique relevé le 11/03/2025,</p>

laissant apparaître une banquette ayant une largeur inférieure à 10 m sur la zone concernée par la non-conformité.

L'inspection constate sur site que la banquette concernée par la non-conformité est supérieure à 10 m. L'exploitant précise que les travaux d'élargissement de cette banquette ont été réalisés postérieurement au plan de 2025. L'agrandissement de la banquette non-conforme en 2023, a eu pour effet de réduire la banquette supérieure, dont la largeur reste cependant de 10 m environ. Il y a donc retour à la conformité vis-à-vis du constat de 2023.

**Non-conformité : La visite terrain met en évidence que des blocs instables et/ou en surplombs sont présents sur la zone en exploitation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera les purges nécessaires pour sécuriser les gradins.

L'exploitant portera une attention toute particulière au respect des dimensions des gradins sur l'ensemble du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Surveillance des retombées de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées eu eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

...

**Constats :**

Il avait été constaté lors de la précédente visite, en 2023, que :

« Le plan de surveillance mentionne au paragraphe 5 les différentes zones d'émissions de poussières, toutefois leur importance respective n'est pas détaillée. »

L'exploitant précise dans sa réponse du 18/08/2023 :

<p>« La définition d'un nouveau réseau de points de mesures est en cours en intégrant les implantations près des habitations.</p> <p>Le plan de surveillance sera mis à jour avec une définition plus précise des zones d'émissions et leur importance respective.</p> <p>Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées dès sa finalisation. » avec une échéance au 30/09/2023.</p> <p>L'exploitant transmet en amont de la visite de 2026, le plan de surveillance des retombées de poussières de janvier 2026. Ce plan n'indique pas les importances respectives des différentes zones d'émission de poussière.</p> <p>Après la visite, l'exploitant transmet une nouvelle version du plan de surveillance des retombées de poussières de janvier 2026 (v2). Cette nouvelle version du plan indique les zones où les émissions de poussières sont les plus importantes (installations de traitement et au niveau des extractions). Les jauges sont également indiquées dans un tableau et classées par niveau d'importance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Surveillance des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il avait été constaté lors de la précédente visite, en 2023, que :</p> <p>« Le réseau de points de mesure ne comporte aucune implantation de type (b) alors que des habitations sont potentiellement à moins de 1 500 m des limites du périmètre autorisé et sous les vents dominants sur les communes de Chaux et Villers-la-Faye. »</p> <p>L'exploitant transmet en amont de la visite, le plan de surveillance des retombées de poussières</p>

de la carrière de janvier 2026. Ce plan indique la mise en place de 2 jauges de type (b) : <ul style="list-style-type: none"> <li>Jauge 7, installée sur la commune de Villers-la-Faye au niveau de l'atelier communal.</li> <li>Jauge 8, installée sur la commune de Chaux sur un terrain communal au niveau des premières habitations.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Émissions canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 11/05/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>- pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm<sup>3</sup> ;</p> <p>[...]</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations sont autorisées pour une puissance totale de 1575,5 kW.</p> <p>Il avait été constaté lors de la précédente visite, en 2023, que : « La fréquence annuelle de contrôle des valeurs limite du rejet canalisé n'est pas respectée. »</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection consulte les deux derniers rapports de contrôle des rejets canalisés de 2024 (24 ES 479) et de 2025 (25 ES 525). La fréquence annuelle de contrôle est donc respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Périmètres d'autorisation et d'extraction



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2 et 19
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conduite de l'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>2. Description des installations</u>  L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :</p> <p>2.1. Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 16 ha 90 a 12 ca sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement exploitable de 10 000 000 t.  [Tableau non reproduit]  La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état.  [...]</p> <p><u>19. Distances limites et zones de protection</u>  [...] les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet en amont de la visite, un plan topographique relevé le 11/03/2025.  L'analyse par sondage de ce plan n'indique pas d'extraction dans le délaissé périphérique. La visite du site indique une cohérence du plan sur les abords du site par rapport à la réalité du terrain.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Phasage et garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 8.1 et 22.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Phasage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 8.1 :</u>  Selon les modalités définies à l'article 22 et le plan annexé (annexe 1), l'exploitation se déroule en phases quinquennales successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions.  Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé comme suit :  Périodes Montants</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. [2004-2009] 0 à 5 ans 76 376 €TTC</li> <li>2. [2009-2014] 5 ans à 10 ans 92 696€ TTC</li> <li>3. [2014-2019] 10 ans à 15 ans 158 304 € TTC</li> <li>4. [2019-2024] 15 ans à 20 ans 203 538 € TTC</li> <li>5. [2024-2029] 20 ans à 25 ans 243 526 € TTC</li> <li>6. [2029-2033] 25 ans à 30 ans 215 438€ TTC</li> </ol> <p>Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins.</p>

Article 22.3 :

L'exploitation se déroule suivant le plan annexé (annexe 1) en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.

[Tableau non reproduit] [...]

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement du 17/04/2025 d'un montant maximum de 415 000 € du 15/04/2025 au 31/12/2029.

Le site se situe actuellement en phase 3 (2014-2019), alors qu'il devrait se situer en phase 5 (2024-2029).

**Non-conformité : l'extraction est en retard de 2 phases**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant déposera un porter à connaissance proposant un nouveau phasage cohérent avec la réalité et le rythme d'exploitation, en fournissant les plans mis à jour en conséquence (dont ceux relatifs à la remise en état du site).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois